

AGIR POUR DES TERRITOIRES DURABLES : LES ENJEUX DU SDAGE

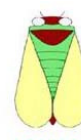
Ce communiqué est élaboré par les Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement de la Région PACA, suite aux commissions géographiques Durance et Littoral Provence Côte d'Azur du Comité de Bassin Rhône Méditerranée. Les associations et fédérations signataires de ce communiqué représentent des centaines d'associations, qui elles-mêmes rassemblent des milliers d'adhérents en région PACA. Ci-dessous les signataires :



GADSECA

UDVN 06

Groupement des Associations de Défense des
Sites de l'Environnement de la Côte d'Azur
Affiliée à l'URVN



Agir ensemble pour des territoires durables : les enjeux du SDAGE

En décembre 2009, le Comité de Bassin Rhône Méditerranée adoptera le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2010-2015 pour répondre aux exigences de la Directive Cadre Européenne sur l'eau de 2000. Cette dernière exige « Le bon état écologique des eaux en 2015 ». Ce document fixera à la fois les grandes orientations pour la gestion de l'eau et les objectifs à atteindre en 2015, en termes qualitatifs et quantitatifs.

Un constat qui doit alerter

Depuis cinq ans, des milliers de personnes se sont mobilisées pour son élaboration, dans la continuité du SDAGE de 1996. L'Agence de l'Eau, les services de l'État, les Collectivités Territoriales et les structures de gestion existant sur la plupart de nos cours d'eau se sont impliqués dans cet effort collectif pour : répertorier les masses d'eau du bassin, élaborer l'état des lieux, renforcer les réseaux de mesure, et surtout, pour chaque bassin versant, conduire une réflexion sur le chemin restant à parcourir pour atteindre le bon état écologique et les moyens d'y arriver.

Aujourd'hui, nos sociétés font face à des menaces d'une ampleur et d'une gravité rare. Si nous ne réagissons pas vigoureusement, la crise financière et économique décimera des pans entiers de notre économie, laissant des millions de personnes dans une situation économique et sociale difficile, tandis que la crise écologique déstabilisera durablement les grands équilibres écologiques de notre planète, menaçant à terme la survie même d'une partie de l'humanité.

Le "Grenelle de l'Environnement" a permis d'identifier des pistes pour réorienter notre société vers des modes de production, de consommation et de vie plus durables. Au niveau du bassin Rhône Méditerranée, le SDAGE constitue **un projet territorial et un projet de société** pour les six prochaines années, pour atteindre le bon état écologique et relancer le développement économique de notre bassin.

Des préconisations simples...

Le SDAGE doit clairement afficher une politique de prévention pour éviter les solutions curatives (traitements de l'eau, problème de santé publique).

Plutôt que produire plus, **notre agriculture doit produire mieux**, en privilégiant les techniques de l'agriculture biologique. Ainsi, elle fournira des produits de qualité, créera des emplois, utilisera l'eau avec parcimonie et cessera de polluer les milieux aquatiques. Les techniques existent, leur application dépend de notre capacité collective à les rendre accessibles et incitatives. Par ailleurs, le Plan national Ecophyto prévoit une réduction de 50% de l'utilisation des pesticides d'ici 10 ans.

Notre parc hydroélectrique existant doit être valorisé au maximum. Il ne s'agit pas, sous le prétexte de lutter contre le changement climatique, de barrer ou canaliser les rivières qui coulent encore librement. Les ouvrages en place doivent être optimisés au maximum, de sorte que les nouveaux ouvrages soient évités. Dans tous les cas, il est urgent de mettre en œuvre des projets cohérents pour permettre une réduction des impacts des ouvrages : ceux-ci devront tenir compte des zones sensibles ou protégées, des réservoirs biologiques... et adopter les technologies les plus respectueuses des écosystèmes.

Afin de garantir dans nos rivières un débit suffisant pour le bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques, nous devons apprendre à **réduire nos consommations d'eau dans tous les domaines de la vie quotidienne et dans tous les secteurs de produc-**

tion, en transformant nos habitudes et en utilisant des technologies nouvelles.

Le **SDAGE doit être pris en compte dans le cadre de projets d'aménagements urbains.** Des actions concrètes de réduction des pollutions industrielles doivent être avancées.

... des résultats durables.

Atteindre le bon état écologique nécessite parfois des dépenses importantes. Mais ces dépenses doivent être mises en regard des économies qu'elles permettent :

Les investissements réalisés dans le but **d'améliorer la qualité des masses d'eau** permettront à terme (moyen ou long) d'avoir une **eau brute de meilleure qualité**, nécessitant moins de traitements de potabilisation, moins d'infrastructures d'exploitation, et de réduire ainsi les coûts liés à l'achat d'eau embouteillée, aux dépenses de santé, etc.

La bonne qualité des rivières et lacs est également la base de pans entiers de l'activité de notre bassin : tourisme, pêche, aquaculture, agriculture... autant d'activités qui demandent des milieux aquatiques de qualité pour proposer à leur tour des services et produits de qualité.

De nombreux milieux aquatiques et zones humides possèdent de plus une grande valeur patrimoniale du point de vue naturaliste (richesse des habitats et de la biodiversité) ou culturel (Camargue, tourbières, Rhône antique...). **C'est l'héritage que nous laisserons à nos enfants.**

Enfin, le bon fonctionnement des écosystèmes fluviaux est justifié au regard du risque inondation : rendre au fleuve et aux rivières un espace suffisant de divagation, des zones d'expansion de crue et des milieux capables de freiner les débits (tels que les ripisylves...) permet de **réduire la vulnérabilité des personnes et des biens à moindre coût** et de diminuer les besoins de reconstruction après la crue.

Ces retombées positives sont plus difficiles à chiffrer que les investissements. Le SDAGE doit accélérer les efforts de recherche, que ce soit en matière d'économie, de sociologie, d'agriculture, de restauration de cours d'eau ou sur la question encore peu développée de l'évaluation des impacts cumulés sur les milieux aquatiques d'un grand nombre de petites perturbations.

Ensemble, agissons maintenant !

Les plus grands défis qui se présentent à nous ne sont pas de nature économique. Il s'agit surtout de **faire évoluer nos comportements individuels et collectifs**. La France bénéficie de plus de quarante ans d'une tradition de gestion de l'eau innovante. C'est ce qui a permis de préserver la qualité de nos cours d'eau en dépit d'un fort développement de l'urbanisation et des activités économiques, et de produire des retombées économiques positives. Il faut continuer cet effort d'innovation.

Les résultats de la consultation au-

près du grand public montre que 93% de la population du bassin adhère aux mesures préconisées dans ce projet de SDAGE ; 45% estimant même que les objectifs ne sont pas assez ambitieux. Le public se dit prêt à faire évoluer ses comportements individuels vers une consommation plus responsable : consommation de produits bio malgré un prix plus élevé (76%), réduction et tri des déchets et économies d'eau (97%). La population insiste sur la nécessité d'agir au plus vite pour préserver notre patrimoine commun et sur la nécessité d'un effort collectif de tous. Certains demandent même que davantage de moyens financiers soient dégagés pour soutenir cette ambition.

Nous devons poursuivre et intensifier les campagnes d'information et de sensibilisation du grand public. En retour, **la population attend des marques de volonté, de courage politique autour de cet enjeu essentiel**, tant au niveau de l'État que des collectivités locales.

Les structures de gestion locales concertées par bassin versant sont au premier plan pour **concevoir et mettre en œuvre des politiques innovantes de l'eau en lien avec leurs territoires**, et constituent en cela un atout inestimable. Les commissions territoriales du Comité de Bassin qui viennent d'être créées doivent permettre de **discuter et consolider des projets territoriaux à l'échelle d'une région**, en associant collectivités, représentants des usagers économiques et des milieux associatifs.

Suite aux commissions géographiques du Comité de Bassin et en vue de l'adoption du SDAGE en fin d'année, nous devons affirmer clairement ces principes, et exiger, à tous les niveaux, **une politique cohérente avec les préconisations du Grenelle de l'Environnement**. Ainsi nous pourrons construire, pour l'avenir, les bases d'une gestion durable de nos territoires.

Des ambitions pour PACA

En PACA, se posent deux problèmes majeurs. Les inondations concernent toute la région : crues torrentielles et ruissellement touchent autant l'intérieur des terres que le littoral. Le programme inondation doit être mis en œuvre. Le second grand enjeu est la sécheresse et le SDAGE doit donner la possibilité d'étudier le maximum de réponses à ce problème récurrent.

Dans le bassin versant de la Durance, il est essentiel d'accélérer les programmes de **remise en état de la Durance et du Verdon**, notamment au niveau des aménagements hydrauliques. Un **meilleur équilibre du partage de la ressource** doit être recherché pour satisfaire les besoins des milieux aquatiques. Le **programme inondation** doit être mis en œuvre. Il faut enfin prendre en compte dès maintenant les changements climatiques et leurs impacts sur notre territoire.

Sur le **littoral de Provence et Côte d'Azur**, il faut **mettre un terme définitif à l'artificialisation du trait de côte**. Dans les fleuves côtiers, les **prélèvements d'eau doivent diminuer**. Pour l'ensemble de la région, **la rivière et toutes ses annexes doivent être davantage pris en compte**, notamment par le biais de contrats de milieux (contrats de rivières, contrats de canaux...) comme le prévoit le projet de SDAGE (Orientation Fondamentale n°4). De même, **nous devons nous attacher à protéger le littoral et la mer** : renforcement de la gestion intégrée des zones côtières, développement des contrats de baie et des protections (parcs naturels nationaux et régionaux marins, zones Natura 2000 marines, aires marines protégées...) et Grenelle de la Mer en cours. Enfin, il faut réfléchir dès maintenant aux changements climatiques et à leurs impacts sur notre territoire.

Associations signataires

Arnica Montana
BP 144, MJC, 35 rue Pasteur
05 102 Briançon

Conservatoire Espaces Naturels de
Provence
890 chemin de Bouenhoure Haut
13 090 Aix en Provence

CIC Gapeau / Var Inondation Eco-
logisme / VIE de l'eau
Mairie de Solliès Toucas
83 210 Solliès Toucas

FARE Sud
1, bd Marcel Parraud
13 760 Saint Cannat

Fédération Rhône Alpes de Protec-
tion de la Nature
17 rue Jean Bourgey
69 625 Villeurbanne cédex

GADSECA / Union Départementale
Vie et Nature 06
Mme la Présidente
142 che de la Tella
06 630 Eze Village

L.A.CO.VAR
Passerelle Gare SNCF
83700 Saint Raphaël

Ligue de Protection des Oiseaux
(LPO)
Villa Saint Jules
6 ave Jean Jaurès

83 400 Hyères

Maison de la Nature des Hautes
Alpes
BP 16

05 600 Guillestre

Mouvement Associatif pour la Rade
de Toulon (MART)
10 cité Montéty
83 000 Toulon

Région Verte—Amis et élus de l'é-
cologie

M. le Président
27, ave de Verdun
Cap 3000
06 700 Saint Laurent du Var

Société Alpine de Protection de la
Nature (SAPN)
BP 28, 48 rue Jean Eymar
05 001 Gap cédex

Surfrider Marseille
Maison de la Mer
Corniche du Président JF Kenedy
13 007 Marseille

UDVN 04
Centre Desmichel
04 000 Digne

UDVN 13
66, rue D'Aubagne
13 001 Marseille

UDVN 84
1, rue Bourguet
84 000 Avignon

Union Régionale des CPIE
Au CPIE Pays d'Aix
Domaine du Grand Saint Jean
4855, che du grand Saint Jean
13 250 Puyricard

URVN PACA
Le Ligourès
Place Romée de Villeneuve
13 090 Aix en Provence

Var Nature Environnement
c/o Les Amis de la Presqu'île de
Giens
Rue de Limans, centre ville
83 400 Hyères